

21 novembre 1941

Le front africain

Déclenchée mardi matin, l'offensive des forces impériales britanniques contre les dernières positions de l'Axe de Afrique se développe sur un front de 200 kilomètres allant de Sollum jusqu'à Jaraboub. L'attaque dont les minutieux préparatifs semblent avoir échappé au commandement germano-italien, progresse favorablement. Les assaillants ont déjà avancé de plus de 50 milles à l'intérieur du territoire libyen faisant de nombreux prisonniers allemands.

Les troupes de l'Axe opposent une faible résistance à l'avance alliée. Les milieux autorisés de Londres estiment que la vraie bataille n'a pas encore commencé. Les armées adverses prennent pour le moment leurs dispositions de combat. Des succès décisifs sont escomptés qui mettront définitivement le Canal de Suez à l'abri de toute menace.

Deux divisions blindées allemandes stationneraient en Libye. Les soldats alliés ont un équipement des plus modernes. Ils sont appuyés par une puissante aviation qui bombarde nuit et jour les positions ennemies. De son côté, la flotte ne reste pas inactive.

Au moment où la Libye court un grave danger, le Reich accentue sa pression sur le gouvernement de Vichy exigeant l'utilisation des bases françaises de l'Afrique du Nord. L'attitude de Vichy n'est pas encore connue. Mais dès avant-hier soir, Rome et Berlin s'empressaient d'annoncer la suppression du poste de Délégué Général en Afrique. La vérité paraît autre. Le général Weygand aurait été purement et simplement démis de ses fonctions.

L'importance stratégique de l'Afrique Française n'a pas besoin d'être soulignée. La Grande Bretagne et les Etats-Unis ont depuis longtemps, prévu l'éventualité d'une infiltration allemande dans les possessions africaines de la France. Elles sont prêtes à y faire face.

Les conflits sociaux aux Etats-Unis

John Lewis, leader syndicaliste et adversaire du président Roosevelt, fait tout ce qu'il peut pour entraver la politique de la Maison Blanche. Chef du C.I.O. (Comité pour l'Organisation Industrielle), il suscite des grèves dans les usines et cherche par tous les moyens à envenimer les rapports entre patrons et ouvriers. Cette agitation artificielle pourrait en fin de compte, retarder l'exécution du programme de défense nationale et diminuer l'aide américaine aux adversaires de l'Axe.

Le pouvoir central a pris la résolution de remédier à la situation. Pour commencer, le président Roosevelt a adressé un appel au Congrès au C.I.O. et a invité

les mineurs à reprendre le travail. Si l'appel n'est pas entendu, le gouvernement aura recours aux mesures de contrainte.

Le parti républicain critique l'attitude du Président qu'il juge trop conciliante à l'égard des dirigeants syndicalistes.

Il est bon de rappeler à cette occasion que depuis son arrivée au pouvoir, M. Roosevelt a toujours favorisé l'amélioration du sort des ouvriers. Il est allé tellement loin dans cette voie que ses ennemis l'ont accusé de pencher vers le communisme. Grâce à ses efforts obstinés et malgré l'opposition de la Cour Suprême, de nombreuses lois sociales ont été promulguées tendant à fixer la durée maximum de la semaine de travail, à établir des échelles de salaire minimum, à rendre obligatoires les contrats collectifs, à garantir aux ouvriers la liberté syndicale, etc.

On doit observer que cette législation sociale faisait suite à une évolution dans l'état d'esprit des travailleurs américains qui avaient commencé à formuler des revendications à l'instar de leurs camarades européens.

Le président Roosevelt n'a manqué aucune occasion de manifester une sympathie agissante pour la cause ouvrière. Mais l'heure n'est pas aux luttes sociales. Il importe en premier lieu de conjurer le péril extérieur et d'alimenter en armes la résistance des pays qui luttent contre l'Allemagne. Rien ne prévaut contre cette nécessité. Il est facile de prévoir une intervention gouvernementale qui arrêtera, une fois pour toutes, l'agitation créée par la fréquence des grèves.